

OTC

Blocus du Karabakh : l'Arménie en appelle au Conseil de sécurité de l'ONU

Par Le Figaro avec AFP

L'Arménie a réclamé ce samedi 12 août une réunion d'urgence du Conseil de Sécurité de l'ONU face à la «*détérioration de la situation humanitaire*» au Nagorny-Karabakh, enclave confrontée depuis des mois à [un blocus par l'Azerbaïdjan](#). Le couloir de Latchine, seul lien terrestre entre l'Arménie et le Karabakh, avait d'abord été bloqué par des Azerbaïdjanais se présentant comme des manifestants écologistes, avant que Bakou n'instaure un barrage routier à l'entrée de cette route en évoquant des raisons sécuritaires.

L'Azerbaïdjan a depuis fermé sous divers prétextes la circulation sur le couloir de Latchine. Le représentant permanent de l'[Arménie](#) auprès des Nations unies, Mher Margaryan, a rapporté, dans une lettre adressée au Conseil de Sécurité, une «*grave pénurie*» de nourriture, de médicaments et de carburant dans cette région peuplée majoritairement d'Arméniens.

Augmentation de la mortalité

Il a aussi évoqué des coupures dans l'approvisionnement en électricité et en gaz dans cette enclave disputée entre Bakou et Erevan depuis des décennies. «*Cette situation a entraîné une augmentation de la mortalité due à plusieurs maladies*», notamment pour les habitants souffrant de diabète et de maladies cardiovasculaires, a poursuivi Mher Margaryan.

«*La population du Nagorny-Karabakh est aujourd'hui au bord d'une véritable*

catastrophe humanitaire», s'est-il alarmé. Il a accusé l'Azerbaïdjan de «*créer délibérément des conditions de vie insupportables pour la population*» de l'enclave, un «*acte d'atrocité de masse*» destiné à forcer les habitants à quitter leurs foyers.

«*Le gouvernement arménien demande l'intervention du Conseil de sécurité des Nations unies en tant qu'organe principal de sauvegarde de la sécurité mondiale*», a encore indiqué Mher Margaryan. Les deux pays du Caucase se disputent le Nagorny-Karabakh depuis la fin des années 1980, entraînant deux guerres dont la dernière, en 2020, a vu la défaite des forces arméniennes et des gains territoriaux importants pour l'Azerbaïdjan. Ce territoire montagneux est majoritairement peuplé d'Arméniens mais reconnu internationalement comme faisant partie de l'Azerbaïdjan.

Le Monde

8 août 2023

Haut-Karabakh : le blocus de Latchine affaiblit les chances d'une solution négociée entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan

Le processus de paix, qui avait fortement avancé en mai, bute désormais sur la question des droits et garanties de sécurité pour les Arméniens du Haut-Karabakh.

Des changements inéluctables approchent à grands pas pour les Arméniens du Haut-Karabakh, à mesure que les points d'appui de l'entité sécessionniste dans laquelle ils ont vécu depuis trente ans s'effritent. Les perspectives n'ont rien de réjouissant : soit l'intégration à marche forcée dans l'Azerbaïdjan, où la population leur est majoritairement très hostile, soit le départ vers l'Arménie voisine, qui n'a plus les moyens ni militaires, ni économiques, ni diplomatiques de

soutenir le Haut-Karabakh.

Dans l'immédiat, c'est la faim qui accélère l'histoire, alors que le blocus de la région, ordonné par Bakou, est total depuis un mois. Selon Marout Vanyan, un journaliste arménien basé à Stepanakert (Khankendi en azerbaïdjanais), « *les rayons des cinq supermarchés de la ville sont vides, hormis ceux d'alcool. Les petits magasins sont tous fermés. Il n'y plus de gaz et très souvent pas d'électricité. Les femmes quémandent de la lessive et parfois du sel de table. Les hommes font du troc : pétrole contre cigarettes, etc. Plus personne ne peut passer en Arménie. Même pour les [2 000 soldats des forces de maintien de la paix] Russes, c'est compliqué. Leurs hélicos volent quotidiennement au-dessus de Stepanakert* ».

L'Azerbaïdjan, qui fait valoir que sa souveraineté sur le Karabakh est reconnue par l'ensemble de la communauté internationale, serre la vis, trois ans après sa victoire militaire contre les forces arméniennes. En fermant progressivement, depuis décembre 2022, le corridor de Latchine, l'unique point de passage entre l'Arménie et le Haut-Karabakh, Bakou organise un siège qui risque de mener à une catastrophe humanitaire.

Fin juillet, l'Arménie a tenté d'envoyer de l'aide humanitaire, mais le convoi de dizaines de camions est resté bloqué par l'Azerbaïdjan au poste de contrôle du corridor de Latchine. Bakou exige, en conformité avec l'accord de cessez-le-feu du 10 novembre 2022, l'ouverture de toutes les routes bloquées par les Arméniens. Celles reliant l'Azerbaïdjan au Karabakh, mais aussi celle qui relie l'Azerbaïdjan à l'exclave du Nakhitchevan, coincée entre l'Arménie et l'Iran.

Les mesures coercitives de Bakou interviennent sur fond de panne du processus de négociation pour un accord global entre Arménie et Azerbaïdjan. Bakou et Erevan étaient tombés d'accord en mai pour reconnaître mutuellement leurs territoires, mais la question du statut des Arméniens du Haut-Karabakh reste non résolue. Pour Bakou, il n'est pas question d'accorder la moindre autonomie aux Arméniens, qui seront « *des citoyens azerbaïdjanais avec les mêmes droits et les mêmes devoirs que les autres* », affirme l'indéboulonnable président azerbaïdjanais, Ilham Aliiev, au pouvoir depuis vingt ans. Il l'a répété plusieurs fois ces derniers mois : « *Soit ils vivent sous le drapeau azerbaïdjanais, soit ils partent.* » Cette fermeté rapporte des dividendes politiques au président, dans un contexte où le ressentiment envers les Arméniens reste très fort. Durant la

première guerre du Karabakh, près de 1 million d'Azerbaïdjanais ont été brutalement

Nouvelles d'Arménie Magazine

22 août 2023

41 personnes transférées de l'Artsakh vers l'Arménie

Le 21 août, 41 citoyens russes et de la République d'Artsakh ont été transférés de l'Artsakh vers l'Arménie par les forces de maintien de la paix russes, ce qui est le premier cas depuis le 14 juin, rapporte le Centre d'information de l'Artsakh.

Les citoyens russes attendaient leur transport depuis longtemps, alors que les citoyens de l'Artsakh sont des étudiants qui se sont inscrits dans des universités en Arménie et à l'étranger. Selon un accord préliminaire conclu avec les forces de maintien de la paix, le transport des étudiants et des citoyens russes se poursuivra dans les prochains jours. Néanmoins, la partie azerbaïdjanaise continue d'entraver la circulation de nombreuses personnes dans les deux directions. À l'heure actuelle, des centaines de citoyens attendent en Arménie leur retour en Artsakh, 333 personnes dont l'état nécessite une intervention urgente et planifiée sont sur une liste d'attente du CICR pour leur transfert en Arménie, en plus des milliers de personnes qui ont besoin de se déplacer dans les deux sens pour des raisons humanitaires, professionnelles et autres.

En plus de la surveillance illégale et des obstacles pour les citoyens de l'Artsakh, la partie azerbaïdjanaise continue de créer des conditions humiliantes au point de contrôle illégal situé près du pont de Hakari. En particulier, les Azerbaïdjanais et les journalistes qu'ils ont invités ont une fois de plus filmé les visages de ces personnes contre leur volonté et les ont utilisés à des fins de propagande. En outre, la partie azerbaïdjanaise n'a pas autorisé les véhicules des troupes russes de maintien de la paix à traverser le pont de Hakari, obligeant les passagers à traverser le pont à pied avec leurs bagages, après quoi ils ont poursuivi leur

voyage avec les véhicules venus à leur rencontre depuis Goris, en Arménie.
STEPANAKERT, 21 AOÛT, ARTSAKHPRESS

Nouvelles d'Arménie Magazine

22 août 2023

Le dirigeant du Karabakh alimente à nouveau le débat sur sa démission

Un ancien allié politique d'Arayik Harutiunian a accusé le président du Haut-Karabakh de revenir sur sa promesse de démissionner.

De nouvelles rumeurs sur la démission imminente d'Harutiunian ont commencé à circuler la semaine dernière, dans un contexte d'aggravation de la crise humanitaire au Karabakh causée par le blocus de huit mois du corridor de Lachin par l'Azerbaïdjan. L'un de ses principaux fidèles a catégoriquement démenti ces rumeurs vendredi.

Néanmoins, Ruben Vardanyan, un ancien premier ministre du Karabakh, a affirmé au cours du week-end que M. Harutiunian lui avait dit, ainsi qu'à plusieurs autres personnes, « en début de semaine », qu'il avait déjà décidé de se retirer et qu'il ne changerait pas d'avis.

« Certaines des huit personnes présentes à cette réunion n'ont pas cru à vos paroles, tandis que d'autres ont pensé que vous disiez peut-être la vérité cette fois-ci », a déclaré M. Vardanyan dans une vidéo adressée à M. Harutiunian et publiée sur Facebook. Il n'a pas donné d'autres détails sur cette réunion.

M. Vardanyan, qui a été limogé par M. Harutiunian en février, a ensuite qualifié le dirigeant du Karabakh de menteur qui « détruit les institutions de l'État ».

M. Harutiunian a refusé catégoriquement de répondre à son ancien premier ministre. Son attaché de presse a déclaré lundi au service arménien de RFE/RL qu'il ne ferait aucun commentaire sur ces allégations.

Entre-temps, le parti de M. Harutiunian, la Patrie libre, a publié une déclaration accusant M. Vardanyan et « certains groupes » d'essayer de forcer le président

élu à démissionner au nom de leurs « intérêts paroissiaux ». Mais il n'a pas explicitement démenti la promesse de démission qu'aurait faite M. Harutiunian. M. Harutiunian avait déjà alimenté les spéculations sur son départ imminent au début de l'année. En janvier, il a fait part de son désir d'organiser des élections anticipées au Karabakh en dépit du blocus azerbaïdjanais. En mars, il a contribué à l'adoption d'un amendement constitutionnel autorisant le parlement du Karabakh à élire un président intérimaire en cas de démission. Vahram Atanesian, un éditorialiste local, a affirmé lundi que les trois principaux partis d'opposition du Karabakh, qui coopèrent de plus en plus avec Vardanyan, tentent de forcer Harutiunian à démissionner et d'installer un nouveau président qui leur est allié. Aucun de ces partis n'a publiquement demandé sa démission. Un dirigeant de l'opposition, Davit Ishkhanian, de la branche Karabakh de la Fédération révolutionnaire arménienne (Dashnaktsutyun), a été élu président du parlement au début du mois. Les législateurs représentant le parti de M. Harutiunian ont voté pour lui.

ARMÉNIE

Le Figaro

14 août 2023

L'Azerbaïdjan accuse l'Arménie de renforcer ses troupes à la frontière

Par Le Figaro avec AFP

L'Azerbaïdjan a accusé lundi 14 août l'[Arménie](#) de renforcer ses troupes le long

de la frontière entre ces deux pays du Caucase, en vue d'une provocation militaire, une affirmation démentie par Erevan sur fond de tensions croissantes.

«Ces derniers jours, il y a eu une grande concentration d'armes, d'équipements et de personnel afin de mener une nouvelle action militaire le long de la frontière», a déclaré le ministère azerbaïdjanais des Affaires étrangères.

«**Défendre sa souveraineté**»

Selon lui, Erevan a également mis en place des infrastructures militaires dans l'enclave séparatiste du Haut-Karabakh, où des forces de maintien de la paix russes sont basées depuis 2020. *«L'Azerbaïdjan se réserve le droit de défendre sa souveraineté et son intégrité territoriale par tous les moyens»* prévus par le droit international, a écrit le ministère dans un communiqué. Le ministère arménien de la Défense a réagi dans un communiqué et a démenti avoir accumulé des armes et des troupes près de la frontière ou dans le Haut-Karabakh, en dénonçant des déclarations *«ne correspondant pas à la réalité»*.

Les tensions entre les deux parties se sont intensifiées ces derniers jours, Erevan accusant Bakou de bloquer la circulation dans le [couloir de Latchine](#). Cette route est le seul lien terrestre reliant l'Arménie au Haut-Karabakh, où la situation humanitaire se détériore selon Erevan et les ONG, avec des pénuries de nourriture, de médicaments et d'énergie. L'Arménie a demandé à l'ONU d'intervenir, une démarche qui sape les efforts de paix, pour Bakou.

Les deux pays du Caucase se disputent le Haut-Karabakh depuis la fin des années 1980, entraînant deux guerres dont la dernière, en 2020, a vu la défaite des forces arméniennes et des gains territoriaux importants pour l'Azerbaïdjan. Ce territoire montagneux est majoritairement peuplé d'Arméniens mais il est reconnu internationalement comme faisant partie de l'Azerbaïdjan. Les deux voisins n'ont pas réussi à trouver un accord de paix durable malgré les efforts de médiation de l'Union européenne, des États-Unis et de la Russie.

Nouvelles d'Arménie Magazine

22 août 2023

Erevan minimise l'absence d'action du Conseil de sécurité de l'ONU sur le Karabakh

Le gouvernement arménien a minimisé lundi l'échec du Conseil de sécurité des Nations unies à exiger formellement la fin du blocus du Haut-Karabakh par l'Azerbaïdjan à la suite d'une réunion d'urgence qui s'est tenue la semaine dernière.

L'Arménie a initié cette réunion dans le but de renforcer la pression internationale sur Bakou. Le ministre des affaires étrangères, Ararat Mirzoyan, y a participé et a pris la parole, déclarant qu'Erevan attendait du Conseil de sécurité qu'il condamne Bakou, qu'il exige la réouverture immédiate du corridor de Lachin, qu'il envoie une mission d'enquête au Karabakh et qu'il fournisse une aide humanitaire à la population en détresse de la région.

Bien que la plupart de ses membres, notamment les États-Unis et la Russie, aient demandé instamment la levée du blocus azerbaïdjanais, le Conseil s'est abstenu d'adopter une résolution ou une déclaration en ce sens. Ce fait a conduit certains en Arménie à s'interroger sur le bien-fondé de l'initiative de la réunion et de l'envoi de M. Mirzoyan à New York.

Le ministère arménien des affaires étrangères a répondu que le format de la réunion ne « présupposait pas l'adoption » d'un tel document.

« En outre, seuls les 15 membres (permanents et non permanents) du Conseil de sécurité des Nations unies ont le droit de rédiger des résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies et d'initier le vote. L'Arménie, qui n'est pas membre du Conseil de sécurité, n'a pas cette autorité », a déclaré la porte-parole du ministère, Ani Badalian, dans des commentaires écrits adressés à la presse.

Ani Badalian a insisté sur le fait que la session du Conseil de sécurité en valait la peine, car la communauté internationale pouvait désormais accorder plus d'attention aux « conséquences catastrophiques possibles » de l'aggravation de la situation humanitaire au Karabakh. Elle a également déclaré qu'Erevan continuerait à « travailler activement au sein de l'ONU et d'autres plateformes » dans le but d'obtenir la réouverture de la liaison terrestre du Karabakh avec l'Arménie et le monde extérieur.

Les États-Unis, l'Union européenne et la Russie ont demandé à plusieurs reprises

à l'Azerbaïdjan d'autoriser la reprise du trafic commercial et humanitaire par le corridor de Lachin. Bakou a rejeté leurs appels.

Reprinted with permission from RFE/RL Copyright(c)2007 Radio Free Europe / Radio Liberty, Inc.1201 Connecticut Ave, t N.W. Washington DC 200

Nouvelles d'Arménie Magazine

22 août 2023

[Les vols vers la ville frontalière arménienne se poursuivent malgré les tirs \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

Les vols vers la ville frontalière arménienne se poursuivent malgré les tirs azéris

Une compagnie aérienne arménienne a commencé à assurer des vols commerciaux réguliers vers Kapan lundi, après ce que les autorités arméniennes ont décrit comme des tirs transfrontaliers en provenance d'Azerbaïdjan et visant l'aéroport de la ville frontalière.

L'aéroport de Kapan aurait été la cible de tirs vendredi, moins de 24 heures après l'atterrissage d'un avion transportant le Premier ministre Nikol Pashinian. Selon le service national des gardes-frontières arméniens, trois coups de feu ont été tirés depuis des positions de l'armée azerbaïdjanaise surplombant l'installation, endommageant son toit et l'une de ses fenêtres.

Un autre incident a été signalé samedi. Karen Balian, collaboratrice du gouverneur de la province arménienne de Syunik, dont Kapan est la capitale, a déclaré lundi que les employés de l'aéroport avaient entendu des coups de feu plusieurs minutes après qu'un avion transportant d'autres hauts fonctionnaires d'Erevan se soit posé sur la piste.

M. Balian a accusé l'Azerbaïdjan d'essayer de perturber le premier vol post-soviétique entre Erevan et Kapan, lancé par la compagnie aérienne NovAir. Tout en reconnaissant les risques apparents en matière de sécurité, il a exhorté les

voyageurs à se rendre à Kapan et à en repartir.

« Nous ne devons pas succomber à ces provocations et devons assurer les vols réguliers qui sont très importants pour Syunik », a déclaré le fonctionnaire au service arménien de RFE/RL.

Les vols inauguraux de 50 minutes se sont déroulés comme prévu lundi matin, NovAir utilisant de petits avions L-410 pouvant transporter jusqu'à 17 passagers. Une porte-parole du Comité de l'aviation civile du gouvernement arménien a déclaré au service arménien de RFE/RL qu'il n'y avait que deux passagers sur chacun de ces vols. Parmi eux se trouvaient l'adjoint et le conseiller du gouverneur de Syunik, Robert Ghukasian, selon l'administration provinciale. Le transporteur privé prévoit d'effectuer de tels vols deux fois par semaine.

Reprinted with permission from RFE/RL Copyright(c)2007 Radio Free Europe / Radio Liberty, Inc.1201 Connecticut Ave, t N.W. Washington DC 200

Armenpress

22 août 2023

Ararat Mirzoyan: l'Azerbaïdjan viole les dispositions de la déclaration du 9 novembre

EREVAN, 22 AOÛT, ARMENPRESS: Le ministre arménien des Affaires étrangères, Ararat Mirzoyan, a déclaré avoir discuté avec son homologue belge, Hadja Lahbib, le 22 août, de la détérioration de la crise humanitaire au Haut-Karabakh résultant du blocus azéri illégal du corridor de Latchine.

"Nous avons discuté en détail des conséquences extrêmement négatives et irréversibles de la situation au Haut-Karabakh, de la réunion d'urgence du Conseil de sécurité des Nations unies, des déclarations ciblées faites par les partenaires et les organisations internationales, y compris la Belgique et d'autres États de l'UE..." a déclaré M. Mirzoyan lors d'une conférence de presse conjointe avec Mme Lahbib à Erevan. Il a ajouté que l'Arménie attachait une grande importance

à ces déclarations.

"Néanmoins, malgré tout cela et contrairement aux ordonnances de la CIJ du 22 février et du 6 juillet, l'Azerbaïdjan continue de bloquer le corridor de Latchine. Bien sûr, il ne s'agit pas d'une manifestation distincte des autres développements, nous ne cessons d'avertir que les actions de l'Azerbaïdjan sont basées sur la politique explicite de soumettre le Haut-Karabakh à un nettoyage ethnique", a déclaré le ministre des Affaires étrangères Mirzoyan.

Il a ajouté que l'Azerbaïdjan avait violé le cessez-le-feu dans le Haut-Karabakh et pris pour cible des positions arméniennes le long de la frontière de l'Arménie ces derniers jours. Mirzoyan a noté que la mission d'observation de l'UE a également signalé les tirs.

Le ministre des Affaires étrangères Mirzoyan a déclaré que l'Azerbaïdjan ne cesse de violer tous les termes de la déclaration du 9 novembre, y compris la disposition relative à la libération de tous les prisonniers de guerre et autres détenus, et à la détermination du sort des personnes disparues.

Le ministre arménien des affaires étrangères a averti qu'en gardant 120 000 Arméniens en otage dans le Haut-Karabakh, l'Azerbaïdjan remet en cause les efforts de l'ensemble de la communauté internationale, et en premier lieu de l'Arménie, visant à instaurer la paix et la stabilité.

"La partie arménienne attend de ses partenaires internationaux qu'ils déploient une volonté politique et prennent des mesures efficaces pour modifier la conduite destructrice, inhumaine et belliqueuse de l'Azerbaïdjan. Le côté arménien réaffirme une fois de plus sa position en faveur de l'instauration d'une paix durable dans la région par le biais de négociations", a-t-il déclaré.

Nor Haratch

16 août 2023

Les Azerbaïdjanais ont tiré sur les observateurs de l'UE et leurs voitures

La mission d'observation de l'Union européenne (UE) en Arménie a confirmé que

des coups de feu ont été tirés à la frontière lors de la surveillance de leurs inspecteurs. La mission de l'Union européenne a écrit à ce sujet sur sa page X.

« Nous confirmons que le groupe de mission de l'Union européenne était présent lors des tirs dans notre zone de responsabilité. Personne n'a été blessé. »

Notons que le ministère arménien de la Défense avait publié un communiqué le 15 août indiquant que les Azerbaïdjanais avaient tiré sur les observateurs de l'Union européenne et leurs véhicules situés dans la région du Haut Shorja.

À la suite de la publication de ce communiqué, la mission de l'Union européenne en Arménie a d'abord démenti par un message l'information diffusée par le ministère de la Défense d'Arménie, mais peu de temps après elle l'a supprimé suite à la publication sur Internet de la vidéo confirmant l'information diffusée par le ministère arménien.

France

Nouvelles d'Arménie Magazine

22 août 2023

[« Le tribunal a donné deux semaines aux services de sécurité \(AAZ\) pour \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

« Le tribunal a donné deux semaines aux services de sécurité (AAZ) pour présenter les raisons qui l'ont conduit à m'interdire d'entrée en Arménie. »



« J'attendais cette audience du 21 août avec beaucoup d'émotion. J'ai vécu mon interdiction d'entrée en Arménie dans la nuit du 13 au 14 juillet comme une déchirure. Je sais que cette décision a été personnellement prise par Nikol Pashinyan qui ne supporte pas qu'une personnalité de diaspora puisse contester la politique qu'il mène aujourd'hui. Je me suis exprimé à plusieurs reprises en mettant en avant nos désaccords sur la cession de l'Artsakh à l'Azerbaïdjan et l'ouverture à la Turquie. J'ai dénoncé le travail de sape qu'a mené Nikol Pashinyan par l'intermédiaire de son haut-commissaire pour affaiblir la diaspora. Cette diaspora qui a mené et mène le combat pour la reconnaissance internationale du génocide, pour la sécurité de l'Arménie et l'indépendance de l'Artsakh. A qui profite cette politique ?

J'ai aussi été et suis toujours un acteur engagé dans nos combats.

Celui qui est arrivé au pouvoir en brandissant les drapeaux de la liberté et de la démocratie en a piétiné les valeurs et a fait preuve d'autoritarisme en imposant cette décision.

A l'audience, le juge a constaté que les services de sécurité (AAZ) n'avaient pas livré leurs conclusions, que la raison de mon expulsion n'avait pas été transmise au tribunal qui a donné deux semaines aux services de sécurité pour qu'ils s'expriment et livrent la raison de mon interdiction.

Cela fait un an que nous réclamons qu'ils s'expliquent. Ils se sont enfermés dans des contradictions incompréhensibles. Et pour cause, il n'y a pas de raison. Aucune raison. Rien d'autre que des divergences politiques. Rien d'autres qu'un délit d'opinion. Inadmissible en démocratie.

Ma volonté était de me rendre au tribunal pour me défendre. Mes avocats en ont fait la demande et le juge a refusé, considérant que ma sécurité n'était pas assurée.

Ma sécurité ? Oui ma sécurité n'est pas assurée en Turquie et en Azerbaïdjan. Mais en Arménie, qui va porter atteinte à la sécurité d'un homme qui défend l'Arménie et l'Artsakh ? Un homme qui défend l'Arménie mais qui critique le régime. Qui ? Suis-je à ce point en danger en Arménie pour qu'un juge considère que l'Etat n'est pas en mesure d'assurer ma sécurité ? Alors le juge a décidé que je pourrai participer au procès en visio-conférence.

Dans deux semaines, nous aurons la date du procès. Pour l'honneur de l'Arménie, je veux gagner ce procès et je retrouverai mon droit d'y retourner. Mais si nous assistons à une parodie de justice, alors je n'hésiterai pas, je traînerai les autorités d'Arménie devant la Cour Européenne des Droits de l'Homme.

Rendez-vous dans deux semaines. »

Paris, le 22 août 2023

Nor Haratch

19 août 2023

[Les collectivités françaises veulent ravitailler l'Artsakh assiégé - Nor Haratch](#)

Les collectivités françaises veulent ravitailler l'Artsakh assiégé

Communiqué de presse

Mercredi 16 août 2023

A l'initiative d'Anne Hidalgo, Maire de Paris, et en lien avec les régions Ile-de-France, Auvergne-Rhône-Alpes, Hauts-de-France, Occitanie et Pays de la Loire, unanimes dans leur soutien aux populations de l'Artsakh, plusieurs collectivités territoriales se sont coalisées pour apporter une aide humanitaire d'urgence à ce territoire assiégé depuis le 12 décembre 2022.

Un premier convoi affrété par la coalition devrait prochainement partir d'Erevan en Arménie et se diriger vers le village frontalier de Kornidzor où il rejoindra un ensemble de vingt autres camions envoyés par le gouvernement arménien et chargés de vivres de première nécessité à destination des Artsakhiotes. Depuis le 15 juin dernier, les forces armées de l'Azerbaïdjan ne laissent plus rien passer - ni aide alimentaire, ni médicaments, ni convois sanitaires.

« *Nous sommes alarmés par le blocage persistant du corridor de Latchine par les forces armées de l'Azerbaïdjan, qui empêche notamment le passage de l'aide humanitaire. Nous appelons les autorités azerbaïdjanaises à se conformer à ses obligations internationales, et notamment à la décision de la Cour Internationale de Justice de laisser un libre passage par le corridor de Latchine* » a indiqué un porte porte-parole de ces collectivités.

Les poids lourds affrétés constituent l'avant-garde d'une flottille plus importante de camions financés par la coalition des collectivités françaises et qui devraient rejoindre Kornidzor à la fin août. Il est prévu qu'une délégation d'élus français qui soutient l'initiative humanitaire en faveur des Artsakhiotes se joigne à ce convoi à venir.

GEORGIE

Nor Haratch

20 août 2023

[HUMOUR AZÉRI - Les azéris de Géorgie manifestent contre l'Arménie devant le bureau de l'ONU à Tbilissi - Nor Haratch](#)

HUMOUR AZÉRI - Les azéris de Géorgie manifestent contre l'Arménie devant le bureau de l'ONU à Tbilissi

Les journalistes azerbaïdjanais font une nouvelle fois preuve d'un humour inénarrable si l'on s'en tient à la présentation dans les colonnes de l'agence "APA" d'une manifestation organisée par leurs compatriotes dans la capitale de la Géorgie le 18 août.

C'est avec ravissement que nous découvrons et saluons l'intérêt des autorités et des citoyens de ce pays pour le Droit international, la défense des Droits de l'Homme et de l'Environnement.

Nous rêvions d'avoir de tels voisins, les azerbaïdjanais le réalisent tout spécialement pour nous.

On se croirait pratiquement en Europe, avec des voisins suisses ou belges

...

Sahak Sukiasyan

«APA” rapporte que l’action organisée par le « Centre d’intégration des Azerbaïdjanais géorgiens » avait pour but de dénoncer la tentative de l’Arménie de transformer la communauté internationale en un outil de campagne de manipulation politique, militaire et médiatique.

Au cours de l’action, on a remarqué la présence de banderoles portant des slogans tels que « Arménie, arrête tes attaques ! », « Arménie, signe l’accord de paix ! », « Arménie, arrête d’exploiter nos terres ! », « L’Arménie choisit la guerre, pas la paix », « Les mines arméniennes tuent des civils », « Mines arméniennes = crimes de guerre ! », « Il ne doit pas y avoir de soldats arméniens sur les terres azerbaïdjanaises ! ».

Des tracts ont été distribuées aux résidents locaux intéressés par l’action au sujet des crimes de guerre et environnementaux commis par l’Arménie contre notre pays.

Les tracts indiquaient qu’à la suite des actions de l’Arménie contraires au droit international, des vies humaines sont menacées par des mines enterrées en Azerbaïdjan. Le nombre de victimes de mines terrestres en Azerbaïdjan est de 303 depuis la guerre de 2020. Le refus des autorités officielles d’Erevan de fournir des cartes précises des mines viole les Droits de l’homme. Les médias arméniens maltraitent les Azerbaïdjanais car la diffusion de preuves détaillées liées au conflit est contraire à la 3ème Convention de Genève, que plusieurs soldats azerbaïdjanais ont été soumis à des tortures physiques et morales et des insultes lors de leur prise en otage, que l’or et le cuivre, les gisements de molybdène dans la région du Karabakh en Azerbaïdjan ont été exploités illégalement, que plus de 60 000 hectares de forêt ont été détruits, que la pollution de nos rivières et d’autres faits doivent être pris en considération.

La résolution de l’action a été soumise au bureau de représentation de l’ONU à Tbilissi.

22 août 2023

[Erdogan met en cause les Casques bleus dans l'incident à Chypre - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](https://armenews.com)

Erdogan met en cause les Casques bleus dans l'incident à Chypre

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a mis en cause les Casques bleus lundi dans l'incident survenu vendredi à Chypre, où l'ONU a accusé des forces chypriotes turques de les avoir agressés sur l'île divisée.

"L'intervention des Casques bleus (...) est inadmissible pour nous. (...)

Avec leur intervention envers les villageois et leurs déclarations inappropriées, les Casques bleus ont porté atteinte à leur impartialité et à leur réputation déjà endommagée», a déclaré le chef de l'Etat turc. »Empêcher l'accès des Chypriotes turcs de Pyla à leur propre terre est illégal et inhumain", a ajouté le président turc.

L'incident, l'un des plus graves depuis plusieurs années, a suscité des condamnations internationales. Il s'est produit à Pyla (Pile en turc), le seul village où vivent côte à côte des Chypriotes grecs et turcs, sur la ligne verte surveillée par l'ONU.

L'ONU a indiqué que quatre Casques bleus avaient été blessés et que ses véhicules avaient été endommagés alors qu'ils tentaient de bloquer « des travaux de construction non autorisés » près de Pyla.

« La situation est calme aujourd'hui après les agressions de la semaine dernière », a affirmé lundi le porte-parole du secrétaire général Antonio Guterres, Stéphane Dujarric.

La zone tampon, ou ligne verte, divise l'île entre la République de Chypre, membre de l'Union européenne et exerçant son autorité au sud, et la République

turque de Chypre-Nord (RTCN), autoproclamée et reconnue uniquement par la Turquie, qui a envahi le tiers nord de l'île en 1974 en réponse à un coup d'Etat de nationalistes chypriotes-grecs souhaitant rattacher le pays à la Grèce.

Le Conseil de sécurité de l'ONU devait se réunir lundi à huis clos pour étudier la question.

Les autorités de la RTCN, selon lesquelles le projet vise à faciliter les mouvements de sa population, ont rejeté les allégations « infondées » de la mission de l'ONU.

Ankara, 21 août 2023 (AFP) -